

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES SOLS DES PARTIES COMMUNES ET PRIVATIVES

CITE DOUANIÈRE DE MONS EN BAROEUL

2024-R16-01

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF



**Service Central de « La Masse des douanes »
11, rue des deux communes
93558 MONTREUIL**

MAITRE D'OUVRAGE-MANDATAIRE



**297 Boulevard de Liège
CS 70103
59502 DOUAI Cedex**

Date limite de réception des offres :

Vendredi 29 novembre 2024 à 12h00

*Marché à procédure adaptée
Soumis aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique*

SOMMAIRE

1.	ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE.....	3
1.1.	L'EPA Masse des Douanes	3
1.2.	Le Mandataire du Maître d'Ouvrage.....	4
1.3.	Changement de mandataire de maîtrise d'ouvrage en cours d'exécution du présent accord.....	4
2.	OBJET DE LA CONVENTION	4
3.	PIECES CONTRACTUELLES	4
3.1.	Pièces particulières	4
3.2.	Pièces générales.....	4
3.3.	Nantissement – Cession de créance – Pièces à délivrer au titulaire	5
4.	PERIMETRE D'INTERVENTION – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	5
5.	MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	5
6.	REMUNERATION	6
6.1.	Caractère de la rémunération	6
6.2.	Contenu de la rémunération	6
6.3.	Principe de calcul de la rémunération.....	6
6.4.	Actualisation	6
7.	CONDITIONS DE PAIEMENT.....	6
7.1.	Mode de règlement	6
7.2.	Présentation des demandes de paiement	6
8.	ASSURANCE	7
9.	GESTION DE LA MISSION	7
10.	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	7
11.	SOUS-TRAITANCE	7
12.	DUREE.....	8
13.	RESILIATION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	8
13.1.	Résiliation aux torts du Prestataire	8
13.2.	Résiliation aux frais et risques du Prestataire.....	8
13.3.	Résiliation sans faute	8
14.	CONFIDENTIALITE	8
15.	NOTIFICATION	8
16.	DISPOSITIONS DIVERSES	9
17.	DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	9
18.	PENALITES.....	9
19.	DEROGATION AU CCAG MOE.....	9

ENTRE :

Entre les soussignés :

La « SOREC », immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 572 028 629 00275, représentée par son Directeur, Monsieur Laurent DELEPAUT,

Ci-après dénommée « MANDATAIRE DU MAITRE D'OUVRAGE »,

dûment habilité pour représenter l'Etablissement Public Administratif La Masse des Douanes représentée par sa directrice Sandrine AMBACH et son directeur du service Territorial Philippe Richard,

Ci-après dénommée « MAITRE D'OUVRAGE »,

ET :

La sociétédont le siège social se situe au, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de..... sous le numéro..... représentée par son Directeur.....

Ci-après dénommé « MAITRE D'ŒUVRE »

1. ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE**1.1. L'EPA Masse des Douanes**

L'établissement public national à caractère administratif (EPA) dénommé « la Masse des Douanes », a été créé par décret en Conseil d'État. Le décret N°2015-462 du 25 avril 2015, portant statut de l'établissement public de la Masse des douanes, en régit la mission, l'organisation et les moyens.

Il a pour mission de « pourvoir au logement des agents des services déconcentrés de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, dans les localités où les nécessités du service l'exigent et où les logements font défaut ou sont d'un prix trop élevé ». L'EPA Masse des douanes est administré par un conseil d'administration (CA) dont le président est le directeur général de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

Le CA de l'EPA est constitué, à parité, de cadres administratifs de la DGDDI et d'élus du personnel. Cette instance rend les arbitrages stratégiques concernant la gestion de l'établissement (mesures d'organisation, vote du budget, évolution du parc de logements...).

L'EPA est dirigé par un directeur, nommé pour 3 ans, et désigné ordonnateur principal. Il a notamment la charge de la mise en œuvre et du suivi des décisions prises par le conseil d'administration.

Le directeur est nommé pouvoir adjudicateur pour tous les marchés dont le montant atteint ou dépasse 130 000 euros HT.

D'un point de vue organisationnel, l'EPA « La Masse des douanes » comporte :

- Au niveau national, un service central (SC), situé à Montreuil au sein de la direction générale des douanes et droits indirects et une Agence Comptable Centralisée (comptable principal), également située à Montreuil à proximité de la DGDDI ;
- Au niveau régional, des unités territoriales (UT) placées sous la responsabilité des directeurs territoriaux des douanes (désignés ordonnateurs secondaires de la Masse des douanes). Ces échelons régionaux assurent la gestion locative des logements relevant de leur circonscription (attribution, états des lieux, perception des loyers, répartition des charges...).

A chacune de ces circonscriptions correspond une commission, composée à parité de représentants de l'administration et d'élus du personnel au niveau local, expressément dénommée Commission Régionale de la Masse des douanes (CRM) et présidée par le directeur interrégional ou régional des douanes territorialement compétent.

Les directeurs régionaux ou interrégionaux concernés sont désignés pouvoir adjudicateur pour tous les marchés dont le montant est inférieur à 130 000 euros HT.

L'EPA est placé sous la double tutelle du Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État (représenté par la DGDDI) et du Contrôle Budgétaire Comptable Ministériel (CBCM) situé à Bercy. Tout marché passé par l'établissement dont le montant atteint ou dépasse 300 000 euros HT, est soumis au visa préalable du CBCM, visa qui conditionne la notification du marché.

L'établissement gère actuellement un parc de 2500 logements domaniaux implantés sur l'ensemble du territoire national. Ces immeubles, propriétés de l'État, sont communément dénommés « cités douanières ». Leur gestion et leur entretien sont confiés à l'EPA par le biais de conventions d'utilisation signées entre l'établissement et France Domaine.

1.2. Le Mandataire du Maître d'Ouvrage

Pour répondre à cette obligation de suivi et d'entretien du parc domanial, l'EPA « La Masse des douanes » sollicite, pour les zones géographiques dont la dimension du parc de logements l'impose, l'assistance d'un mandataire par le biais d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage

Depuis juillet 2012, l'EPA « la Masse des douanes » fait ainsi appel à la société « SOREC » afin de prendre en charge l'entretien des immeubles domaniaux de la commission territoriale de la Masse des douanes de Lille.

Cette convention entre SOREC et EPA Masse des Douanes doit arriver à échéance au 31/12/2028.

Le rôle du mandataire est plus amplement décrit à l'article 2.2 du CCTP.

1.3. Changement de mandataire de maîtrise d'ouvrage en cours d'exécution du présent accord

Il y a changement de contractant en cours d'exécution du présent accord, dans le cas où l'actuel mandataire de maîtrise d'ouvrage ne serait pas en mesure d'achever l'opération en cours et que le nouveau mandataire doive reprendre l'opération au terme de la convention la liant à l'EPA « la Masse des douanes ».

Le titulaire sera dans l'obligation de vérifier et de signer l'avenant de transfert tripartite entre l'actuel mandataire, le nouveau mandataire de maîtrise d'ouvrage et le titulaire du présent marché.

Cet avenant de transfert aura pour but d'établir l'état des comptes dû par l'ancien mandataire et de transférer le présent contrat au nouveau mandataire de maîtrise d'ouvrage tant sur l'aspect juridique que financier.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention constitue un accord régissant les conditions de l'intervention du Prestataire sur la demande du maître d'ouvrage ou de tout mandataire désigné par le maître d'ouvrage.

Le service territorial est un pouvoir adjudicateur au sens de l'article L 1211-1 du Code de la Commande Publique.

La présente convention est organisée conformément à l'article L 2123-1 CCP du Code de la Commande Publique.

Le présent contrat pourra être étendu à toutes prestations similaires de maîtrise d'oeuvre au sens de l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Les caractéristiques techniques des missions du Prestataire sont précisées au CCTP joint à la présente et partie intégrante du contrat.

3. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans cet ordre de priorité :

3.1. Pièces particulières

- L'avis d'appel public à concurrence,
- Le règlement de consultation,
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le mémoire technique à fournir par le candidat,
- Le tableau des prix des prestations : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

3.2. Pièces générales

Le CCAG Maîtrise d'Œuvre arrêté du 30/03/2021.

Le présent contrat est passé en application des dispositions de :

- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises,
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative au Code de la Commande Publique,
- Le décret du 25 mars 2016 n°2016-360 relatif au Code de la Commande Publique,
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,
- L'annexe I de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés.

Ils sont complétés par :

- Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique,
- Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique,
- Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques,
- Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics,
- Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics,
- Outre les dispositions particulières du contrat, les parties s'engagent à respecter les obligations et les droits prévus par les lois et les règlements en vigueur pour chacune d'entre elles, notamment :
 - La loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture et ses décrets d'application, en particulier le décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels des architectes,
 - La loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction codifiée aux articles 1792 et suivants et 2270 du code civil, et aux articles L 241-1 et suivants du code des assurances,
 - Les articles L111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

Le présent article déroge à l'article 4.1 du CCAG / MOe.

3.3. Nantissement – Cession de créance – Pièces à délivrer au titulaire

Dès la notification du marché, la personne responsable du marché délivre sans frais au titulaire, contre reçu, une expédition certifiée conforme de l'acte d'engagement (ATTRI 1) et des autres pièces mentionnées à l'article « 3.1 Pièces particulières » du présent contrat.

Le Pouvoir adjudicateur délivre également, sans frais, au titulaire, aux cotraitants et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

4. PERIMETRE D'INTERVENTION – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Lieu(x) d'exécution :

Cité douanière de Mons en Baroeul 59370 – 14/16 rue du 11 novembre.

La cité est composée d'un bâtiment de 16 logements collectifs.

Les spécifications techniques au présent contrat sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et notamment à l'article 1.2 du dit CCTP.

5. MODE DE DEVOLUTION DES MARCHES DE TRAVAUX

La dévolution des travaux est prévue en entreprise corps d'état séparés. Toutefois, la Maîtrise d'ouvrage pourra recourir à une dévolution en entreprise générale conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, s'il justifie son choix en énonçant les considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de sa décision.

Le Prestataire professionnel reconnu dans son domaine d'activité apportera tous ses soins à l'accomplissement de la mission, et affectera, en nombre suffisant afin de respecter les délais prévus, des personnels parfaitement qualifiés et expérimentés au regard de la Mission.

6. REMUNERATION

6.1. Caractère de la rémunération

Le montant des honoraires indiqué à l'acte d'engagement du Maître d'œuvre pour la consultation est forfaitaire.

6.2. Contenu de la rémunération

Le montant des honoraires fixés à l'acte d'engagement par le Maître d'œuvre et accepté par le Maître de l'ouvrage est réputé comprendre toutes les dépenses liées à l'exécution du contrat y compris les frais généraux, frais d'assurances, impôts et taxes.

6.3. Principe de calcul de la rémunération

La rémunération du Maître d'œuvre tiendra compte de l'étendue de la mission, du degré de complexité de cette mission et du coût prévisionnel des travaux.

Ainsi, l'acte d'engagement fixe un forfait de rémunération qui est établi, en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de sa réponse au marché :

a) Pour l'étendue de la mission :

- Des prestations demandées,
- Des délais impartis,
- Des engagements souscrits par le Maître d'œuvre pour respecter le coût prévisionnel des travaux,

b) Pour le degré de complexité de la mission :

- Du type et de la technicité de l'ouvrage,
- Des contraintes du site et de l'environnement,
- Des contraintes et des exigences du programme.

6.4. Actualisation

Les prix sont fermes, non révisables non actualisables.

7. CONDITIONS DE PAIEMENT

7.1. Mode de règlement

Le mandataire du maître d'ouvrage agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par chèque sous un délai de 30 jours à réception ; fin de mois le 10 du mois suivant.

Le Prestataire affirme sous peine de résiliation du marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi 52.401 du 14 avril 1952 dont les dispositions ont été modifiées par l'articles 56 de la loi 78.753 du 17 juillet 1978.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

SOREC
A l'attention de Eric RYDZ
297 Boulevard de Liège- CS 70103
59502 DOUAI Cedex

7.2. Présentation des demandes de paiement

Outre les mentions légales, le décompte ou la facture est établi en un original et deux copies et devra comporter les mentions suivantes :

- Les numéros de l'appel de fond, du marché et de l'opération indiqués sur le présent entête,
- Les prestations exécutées,
- Le montant H.T. et T.T.C. des prestations exécutées,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (10%).

Les prix TTC sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la prestation.

Le non-respect de ces dispositions entraînera le retour de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Les factures et autres demandes de paiement sont adressées directement au mandataire du maître d'ouvrage et doivent impérativement être envoyées à l'adresse figurant à l'article « 10.1 Mode de règlement ».

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

8. ASSURANCE

Le Prestataire des marchés conclus devra justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution, puis en cours d'exécution d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encoure vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché conclus.

L'attestation devra être remise au plus tard dans un délai de huit jours francs à compter de la notification du marché.

Le Prestataire garantit le pouvoir adjudicateur contre tout recours en responsabilité du fait de l'exécution de sa mission.

Il déclare s'être conformé aux obligations de l'article 3 du décret du 2 juin 1970 et avoir souscrit une assurance garantissant la responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en raison de son activité.

9. GESTION DE LA MISSION

Le Prestataire a désigné un interlocuteur unique pour la gestion des Missions. Cet interlocuteur sera le contact du mandataire de maître d'ouvrage pour les échanges transversaux concernant la Mission.

Au jour de la signature du présent contrat, il s'agit de :

M. Eric RYDZ

Téléphone : 03 27 08 16 36

Adresse postale : 297 Boulevard de Liège – CS70103 – 59500 DOUAI

Adresse électronique : e.rydz@sorec-ammo.fr

10. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Prestataire doit impérativement en informer le mandataire du maître d'ouvrage par écrit et communiquer un extrait KBIS mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le Prestataire doit informer le mandataire du maître d'ouvrage de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de la présente mission dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui la mission est transférée ou cédée.

En cas d'acceptation de la cession de la mission par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de la mission au nouveau titulaire.

Les titulaires sont tenus de notifier immédiatement, par écrit, au pouvoir adjudicateur le mandataire du maître d'ouvrage les modifications et événements se rapportant aux procédures de redressement, de liquidation etc....touchant l'entreprise et ses sous-traitants, et survenant au cours de l'exécution du Marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- À la forme de l'entreprise,
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- À l'adresse du siège de l'entreprise,
- Au capital social de l'entreprise.

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

11. SOUS-TRAITANCE

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement par le mandataire du maître d'ouvrage.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.2 du CCAG-Moe.

12. DUREE

La présente convention aura une durée conforme à l'article « 3 – DUREE D'EXECUTION DU MARCHE » du CCTP et pourra être allongée sous réserve d'acceptation du maître d'ouvrage ou de son mandataire par accord formalisé par lettre recommandée avec accusé de réception des deux parties.

13. RESILIATION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

13.1. Résiliation aux torts du Prestataire

Le marché peut, selon les modalités prévues ci-dessous, être résilié aux torts du Prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans les cas prévus ci-dessous :

- Lorsqu'il a contrevenu à la législation du travail,
- Lorsque le Prestataire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations,
- Lorsque le Prestataire a contrevenu à ses obligations de confidentialité,
- Lorsque le Prestataire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus.

Le présent accord est résilié de plein droit un mois après mise en demeure restée sans effet, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenant déclaration d'user du bénéfice de la présente clause, dans tous les cas d'inexécution ou d'infraction par le Prestataire aux dispositions du présent contrat.

13.2. Résiliation aux frais et risques du Prestataire

Il peut être pourvu, par LE MANDATAIRE DU MAITRE D'OUVRAGE, à l'exécution du service aux frais et risques du Prestataire si la résiliation du marché a été prononcée aux torts du Prestataire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Prestataire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13.3. Résiliation sans faute

La résiliation de l'accord cadre pourra être prononcée sans faute du Prestataire pour un motif d'intérêt général et sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation de l'accord-cadre n'ouvrira droit au profit du Prestataire à aucune indemnité.

14. CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties s'engage à considérer comme strictement confidentiels et à ne pas divulguer, céder ou transférer à un tiers (à l'exception des AMO) tous documents ou informations portés à sa connaissance dans le cadre des présentes ou relatifs aux présentes, à moins :

- Que les autres Parties n'y aient préalablement consenti par écrit, ou,
- Que la loi, les règlements applicables ou une décision judiciaire ou administrative non susceptible de recours ne l'exigent, ou,
- Qu'il ne s'agisse de divulgations faites à un mandataire social, dirigeant, salarié ou conseil professionnel d'une Partie en vue de l'exécution par ladite Partie de ses obligations ou de l'exercice de ses droits résultant de sa participation à la présente convention et à la condition que le mandataire social, le dirigeant, le salarié ou le conseil professionnel susvisé soit lui-même tenu par un engagement de confidentialité similaire, ce dont chaque Partie se port fort en ce qui la concerne,
Ne seront toutefois pas considérées comme confidentielles les informations :
 - Tombées dans le domaine public du fait de tiers et sans négligence de la part de la Partie ayant divulgué l'information,
 - Disponibles par d'autres sources sans violation de la présente obligation de confidentialité.

15. NOTIFICATION

Toute notification requise en vertu des dispositions des présentes devra emprunter la forme écrite et sera valablement effectuée si elle est adressée par porteur, envoyée par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ou effectuée par courrier électronique ou télécopie confirmé(e) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, à l'attention des représentants suivants :

Pour le Prestataire :

Adresse :

Télécopie :

Attn. :

Pour la SOREC :

Adresse : 297 Boulevard de Liège - CS70103 - 59502 Douai Cedex

Télécopie : 03 27 08 16 21

Attn. : Eric RYDZ

Tout changement d'adresse ou de représentant d'une Partie pour les besoins des présentes devra être notifié par la Partie concernée aux autres Parties ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

Les notifications adressées par porteur seront présumées avoir été faites à leur date de remise au destinataire, telle qu'attestée par le reçu de livraison.

Les notifications faites par courrier recommandé avec demande d'avis de réception seront présumées avoir été faites à la date de leur première présentation à l'adresse du destinataire.

Les notifications faites par courrier électronique ou télécopie seront présumées avoir été faites à la date d'envoi du courrier électronique ou de la télécopie, sous réserve de confirmation écrite par courrier recommandé avec demande d'avis de réception (ou tout procédé équivalent pour les notifications internationales) expédiée le même jour. Les notifications dans le cadre du cours normal de l'exécution de la mission qui auront été communiquées par télécopie ne devront pas être confirmées par courrier recommandé pour être valables et opposables entre les parties.

16. DISPOSITIONS DIVERSES

Dans l'éventualité où l'une quelconque des dispositions de la présente convention serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit,

- La validité des autres dispositions et le fait qu'elles soient susceptibles d'exécution ne sera en aucune manière affectée ni compromise, et
- Les Parties négocieront de bonne foi afin de remplacer les dispositions contestées par des dispositions valables et susceptibles d'exécution aussi proches que possible de l'intention commune des Parties ou, si une telle intention commune ne peut pas être déterminée, de l'intention de celle(s) des Parties que la (ou les) disposition(s) contestée(s) visait à protéger.

17. DROIT APPLICABLE – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La formation, la validité, l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont régis par la loi française.

Tout différend relatif à la formation, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de grande instance de Lille.

18. PENALITES

Leur calcul et leur mise en œuvre seront régies par l'article 16 du CCAG Moe.

19. DEROGATION AU CCAG MOE

Articles du CCAP	Articles du CCAG-MOE
3. PIECES CONTRACTUELLES	4.1 PIECES CONTRACTUELLES

Fait à _____, le ____ / ____ / _____

En deux (2) exemplaires originaux.

Le Mandataire MAITRE D'OUVRAGE

Le MAITRE D'ŒUVRE

Le MAITRE D'OUVRAGE